AUJOURD'HUI

Bimensuel libertaire

ISSN 1423-7946

Sales grévistes

Il est bon et rassurant de voir qu'il est des traditions qui ne se perdent pas. Notamment, celle qui consiste pour l'écrasante majorité de la presse à présenter les grèves comme des sortes de calamités qui s'abattent sur de malheureux usagers pour le simple plaisir maniaque d'employés particulièrement pervers.

La semaine dernière, le journal *Le Temps* a daigné s'intéresser à la grève du personnel roulant de la SNCF (Société nationale des chemins de fer français). Rassurez-vous, le journaliste n'a pas dérogé à la tradition et ne s'est pas lancé dans une analyse, inévitablement assommante, des revendications des grévistes. Il s'est, au contraire, montré particulièrement brillant dans l'exercice rituel, en bon petit robot patronal qu'il est.

D'emblée il coupe court à toute explication, d'ailleurs forcément inutile, en caquetant que ce « *mouvement* [était] *totalement incompréhensible pour le public* ». Par contre ce que notre journaliste – il s'appelle Antoine – a compris, et qu'il va nous démontrer (non mais !) c'est le « *souverain mépris du public* » dont fait preuve « *une petite minorité* » de grévistes ; tellement petite qu'Antoine, donc, répétera cette expression à la fin des quelques lignes qu'il consacre à l'événement. Entre temps, il se fera carrément lyrique en nous contant par le menu le Calvaire par lequel sont passés les malheureux voyageurs en rade, « *foule agglutinée devant les horaires, sans autre espoir de pouvoir s'en aller, enfants perdus de vue, grand-mères* [...] *égarées* », véritable « *bétail qu'on s'amuserait à faire trotter* ».

Il faut dire qu'Antoine, comme tous les bons journalistes aux ordres, le seul bétail qu'il apprécie, c'est celui que l'on mène à l'abattoir et qui ne se permet pas un beuglement, une ruade, ni même une incartade : c'est le bétail soumis qui comprend que si on lui botte le cul c'est pour son bien. Ainsi, la même semaine la presse suisse nous apprenait que Swisscom allait supprimer 4000 emplois, ce que Jacques Bettex, porte parole de l'entreprise, appelle « *un calcul de pure comptabilité* ». En l'occurrence, ce qui intéressait la journaliste, celle-là émarge à *La Tribune de Genève*, c'était la répartition des suppressions par cantons : est-ce que l'hémorragie serait plus grave à Genève qu'à Neuchâtel ou Zurich ? Ici, point de lyrisme, ni d'indignation. Normal, car tout se passe dans le calme, pas de mouvement de grève irraisonnable, contraire aux LOIS du marché. Et puis aussi, on ne méprise pas le public ! Bien au contraire, tout cela est bon pour Swisscom et, donc, pour le service offert à la clientèle. Joie ! les usagers pourront toujours téléphoner et on n'assistera pas au spectacle horrible d'enfants épuisés à force d'appuyer en vain sur des touches muettes, de grand-mères pendues de désespoir au fil du téléphone.

C'est ainsi que semaine après semaine, un appareil de propagande bien rôdé diabolise ceux qui ont encore la volonté de lutter contre un système qui les exploitent, qui ne se soumettent pas à la normalité capitaliste.

C'est ainsi que l'on nous répète à tous, l'énorme majorité des travailleurs, chômeurs ou étudiants, que la seule chose que nous avons à partager, c'est notre destin de consommateurs, de clients, que la seule liberté que l'on nous concède est celle de microbes hargneux et râleurs. On nous pousse à crier haro sur celui qui est en grève alors que son combat est le nôtre, contre la vraie « petite minorité ».

G. Amista

AUJOURD'HUI est un bimensuel du vendredi, réalisé par **DIRECT!**, groupe des AmiEs de l'AIT (Association Internationale des Travailleurs). Le collectif de rédaction est constitué de non-professionnels, non-permanents et non-payés.

DIRECT! est totalement autofinancé.

Editeur responsable :
Claude Cantini.
Tirage : 600 ex.
Correspondance :
DIRECT!
Case postale 2254
CH - 1211 Genève 2
Tél./fax : 022 734 29 22
Local: 24, rue de Montbrillant
Nouveau CCP
Direct!, CCP 17-574134-6
e-mail : aujourd_hui@innocent.com

Ecologie-Luttes

Guyane française : menace sur la forêt et ses habitants

Guerre

Les opposants à la guerre ne sont pas tous pacifistes

Ecologie

Le business du recyclage et de la récupération

DIRECT! assure des permanences publiques tous les mardis de 18 h 00 à 21 h 00 au 24, rue de Montbrillant

Ecologie–Luttes

Le développement duraille

En Guyane française, les autorités «compétentes» viennent d'inventer une méthode ingénieuse pour détourner les règles de protection de la nature. Sous prétexte de créer un Parc national dans ce département français d'outre-mer, une véritable entreprise coloniale pourrait bien s'imposer au mépris de la biodiversité et des droits des populations amérindiennes de cette partie de l'Amazonie. Dans un texte qui nous est parvenu, l'ethnologue Thierry Sallatin [1] tente d'alerter l'opinion. L'article qui suit est très largement constitué de passages de ce texte [2]

L'antenne locale du ministère français de l'environnement, la DIREN-Guyane, refuse d'écouter les naturalistes et les ethnologues et n'a qu'un seul objectif : plaire au lobby colonial « mulâtre » de Cayenne qui détient 100 % du pouvoir au Conseil Général et au Conseil Régional.

Vis-à-vis des populations amérindiennes qui conservent leur mode de vie traditionnel, Les « mulâtres » (30 % de la population) se comportent en colons. Pour eux, l'Amazonie est un espace inutile qu'il faut soumettre et réduire par la « *conquête de notre espace intérieur* » selon le mot d'ordre du chef de file des intellectuels créoles, l'historien Serge Mam Lam Fouck, pour qui il s'agit de « *dilater l'espace colonial au détriment de l'espace tribal* » (*Histoire générale de la Guyane F.*,1996).

Habilement déguisé sous le nom de « Parc de la Forêt Tropicale Guyanaise » on découvre (dans son rapport de décembre 1998 non encore rendu public) que la DIREN a l'intention de livrer la totalité de cette forêt tropicale au « développement », nouvelle marotte des politiciens locaux. Sur l'immense forêt de 88'200 km² qui couvre plus de 97 % de ce département, seules deux réserves naturelles (1760 km²) seraient véritablement protégées. Tout le reste devrait être sacrifié aux appétits des « aménageurs » selon deux versions :

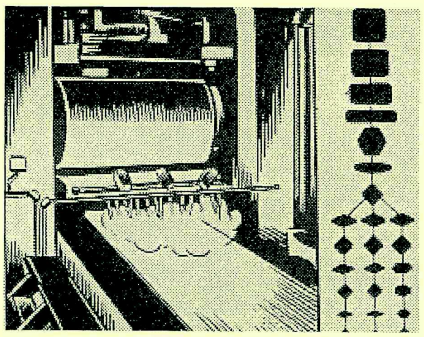
1°. La version « hard » : dans les 50 000 km² de la partie Nord de la forêt : le développement pur et dur, selon les habitudes rapaces de l'affairisme effréné. Le développement « normal » en quelque sorte.

2°. La version « soft » : dans les 30 000 km² de la partie Sud de la forêt : le développement « durable », en prenant quelques précautions... avec des règlements qui ne nuiront pas à la compétitivité des entreprises, notamment des entreprises touristiques.

Or, il faut savoir que depuis 1970 et jusqu'ici, le tiers Sud de la Guyane est protégé par un arrêté préfectoral qui interdit toute pénétration humaine, surtout touristique, pour « respecter le mode de vie des populations indiennes ».

La DIREN voudrait boucler rapidement le projet et le présenter au Premier Ministre dès juin 1999, avant que l'opinion publique française et européenne réagisse. Loin de protéger la nature, ce Parc National, s'il est créé, ne sera qu'un alibi pour faire financer par les contribuables européens de coûteux travaux d'aménagements « infrastructurants » : des routes par exemple, pour aller à la « conquête » du Sud, des travaux pour « moderniser » certains villages amérindiens afin de les contraindre à se fixer et à vivre « à l'occidentale ».

Pour obliger les Amérindiens à entrer à marche forcée dans la société de consommation, la DIREN a trouvé le plus cynique des moyens : lâcher des hordes de touristes qui vont s'empresser d'aller vite voir les fameux « sauvages » avant qu'ils ne perdent leur « look » exotique et photogénique. L'ethno-tourisme est aujourd'hui l'arme la plus efficace pour répandre l'ethnocide, après l'action des missionnaires.



Laminoir

Las, c'était sans compter sur le réveil des Associations amérindiennes de Guyane de mieux en mieux organisées et qui prennent conscience de ce machiavélique projet. Elles sont soutenues par des associations écologiques locales et nationales qui sont en train d'allumer un contre-feu en alertant les principaux pays financeurs de l'Union Européenne.

Il faut savoir qu'en Guyane, comme dans d'autres régions très périphériques de l'Union européenne, une économie artificielle est soutenue à bout de bras par les contribuables d'Europe. On peut espérer que les Européens refuseront de continuer à financer une région qui se prépare en catimini à livrer sa biodiversité et son ethnodiversité aux appétits cupides des quelques petits hommes d'affaires locaux. Des gens qui sont à des années-lumière de la prise de conscience de l'enjeu mondial que constitue la disparition des forêts tropicales et des peuples autochtones qui les habitent.

Il faudrait logiquement envisager un autre projet bien plus ambitieux : une Réserve Mondiale de la Biosphère débordant largement les limites de la seule Guyane, dans toute cette partie nord-est de la Forêt Amazonienne. Il ne faut en tout cas pas laisser la responsabilité de protéger cette région à une obscure succursale départementale du seul ministère français de l'environnement, soumise aux pressions des politiciens locaux et du lobby des industriels miniers et forestiers de Guyane.

Il faut faire vite et empêcher pendant qu'il en est encore temps la réalisation de ce projet désastreux de Parc National, d'autant plus qu'au lieu d'être situé là où le souhaitent les naturalistes, là où la nature est la plus riche, dans les 50 000 km2 inhabités de la partie nord de la Guyane, ce parc est prévu pour des raisons inavouables dans les 30 000 km2 du sud, habités par les Amérindiens.

D'après Thierry Sallantin

1. Thierry SALLANTIN, ethnologue, association de protection de la nature et trimestriel écologique « Le Pou d'Agouti » ; BP 194, 97393 Saint Laurent du Maroni CEDEX, Guyane F.

2. Ce texte a fait l'objet d'une publication intégrale dans le numéro 67 de mai 1999 du mensuel *No Pasaran !*.

Dans l'immédiat, faites savoir au ministère français de l'environnement et de l'Aménagement du Territoire, 20 avenue de Ségur, 75302 Paris 07 SP (tel 01 42 19 2021, fax 01 42 19 1835) ; aux ONG de défense des peuples indigènes comme SURVIVAL INTERNATIONAL, 45, rue du Faubourg du Temple, 75010 avenue Victor Hugo, 94120 Fontenay-sous-bois (tel 01 48 77 8602, fax 01 43 94 0246) et à GREENPEACE (Ludovic Frere, chargé de Mission Forêt), 21 rue Godot de Mauroy, 75009 Paris (tél. 01 53 43 8586, fax 01 42 66 5604) que vous êtes absolument contre l'abrogation de l'arrêté préfectoral du 14 septembre 1970 qui protège jusqu'à maintenant les trois ethnies amérindiennes dans les 30 000 km2 du sud de la Guyane. Si cet arrêté préfectoral est supprimé, feu vert sera donné à l'invasion touristique du « pays indien ».

A vos plumes donc, pour faire savoir votre désaccord !

Brève

Genève : Salon des marchés émergents

Il s'organise de bien jolies foires dans notre bonne ville. Du 26 au 29 mai aura lieu à Palexpo le premier Salon international des marchés émergents. Si l'on en croit le prospectus, cette manifestation s'adresse à ceux qui voudraient « créer une station de ski en Chine », *ou* « recycler des déchets en Ukraine » **, «* ouvrir un club de plongée à Madagascar » *ou encore «* extraire de l'or en Tanzanie ». *Enfin exploiter de manière judicieuse les plus pauvres et avec bonne conscience en plus. Ces marchands de la mondialisation n'hésitent pas à citer Viviane Forrester :* « Il y a pire que d'être exploité, c'est de n'être pas considéré exploitable » *et Fidel Castro :*

« S'opposer à la mondialisation, c'est comme s'opposer à la loi de la gravité ».

Vous craignez les placements à risques, pas de problèmes le salon vous offre les conseils et soutiens d'experts de la Banque Mondiale. Et puis une conférence vous expliquera comment, grâce aux « garanties et facilités que les entreprises peuvent obtenir des institutions nationales et internationales, il est parfois moins risqué pour elle d'investir dans un pays émergent en croissance que sur leur marché local saturé ». *Un autre exposé sera consacré à une opportunité particulièrement intéressante pour se remplir les poches : les privatisations dans les pays qui s'ouvrent à l'économie de marché... Enfin, vous pourrez découvrir toutes ces merveilles pour trois fois rien. Le ticket d'entrée n'est que de 90 $ la journée ou 250 $ pour les 4 jours, une paille...*

M. A.

* Toutes les citations sont extraites du prospectus officiel.

Guerre

Confusion

Les mobilisation contre la guerre en Kosove et en Yougoslavie draînent d'étranges cohortes, à côté des militants pacifistes et de gauche

Reprenant le titre d'un journal pacifiste qui était apparu lors de la Guerre du Golfe, un groupe d'opposants à la guerre, vient de sortir le n° 1 de *La Grosse Bertha*. Ceux qui y écrivent sont, pour l'énorme majorité des gens très à droite et d'extrême-droite. Ainsi se mêlent Jean Dutourd, académicien ultra-réactionnaire, auteur d'un article pro-serbe et Arnaud Guyot-Jeannin, un ancien du Front national, directeur de la publication. Une des présences les plus significatives est celle d'Alain de Benoist, le penseur de ce que l'on appelle « la nouvelle droite », en fait un courant de l'extrême-droite. Le groupe dont il était un des principaux animateurs, le GRECE (Groupement de recherche et d'étude pour la civilisation européenne) est définis par Didier Daeninckx comme une « *Pépiniaires de néo-nazis* » [1]. Le GRECE a fourni à l'extrême-droite, et notamment au Front national, la matière théorique à son renouvellement en insistant notamment sur l'inégalité des individus et des aptitudes des peuples, ayant chacun un destin propre et particulier. C'est cette vision du monde que l'on retrouve dans cette publication qui présente la guerre comme un affrontement entre, d'un côté les civilisations européenne occidentale et slave-orthodoxe, et de l'autre, les USA.

Il est vrai que la stratégie catastrophique et cynique de l'OTAN leur rend la partie belle. Mais le sort des Kosovars et la responsabilité du régime serbe ne les préoccupent guère. Pour eux, il s'agit d'utiliser la situation pourrie actuelle pour construire leur petit édifice fascistoïde. Pour cela, ils cherchent à gagner la caution morale de personnalités de gauche. Cette vieille tactique a fonctionné avec Noam Chomsky, célèbre intellectuel opposé à la guerre, qui a permis la publication d'un de ses textes dans *La Grosse Bertha*. De même, d'autres « sommités » de gauche se sont trouvées embarquées dans une pétition, intitulée *Les européens veulent la paix !*, lancée par le même groupe. Nombres de ces personnes ont depuis retiré leur signature et seuls quelques uns restent comme « *ovnis de gauche perdus dans un océan de signatures de droite et d'extrême-droite* » [2]. On peut se demander ce qui les conduit à rester en compagnie de personnages comme Jean Mabire, « *journaliste à Minute et National hebdo, auteur d'ouvrages de réhabilitations des Waffen SS* » [3] ou Jean-Claude Valla (PDG de National hebdo, journal du Front national).

En tout cas, ce qui est clair c'est qu'il existe une « galaxie » de groupes et de personnes d'extrême-droite qui savent se mobiliser pour semer la confusion lorsque l'occasion est propice, et qui, malgré la répétition cyclique de leurs entreprises, jouissent toujours d'un crédit et d'un terrain d'action suffisants pour bluffer certains, au moins un temps.

Mais le confusionnisme n'est pas une spécialité française et Genève a connu samedi, si l'on en croit *Le Courrier*, deux manifestations des plus étranges se suivant tout au long d'un même parcours. La première de ces manifs constituée de groupes de gauche (GSSA, Alliance de gauche, etc.) et d'associations humanitaires défendait des positions anti-OTAN et opposées au régime de Milosevic, alors que la deuxième qui s'est tenue à l'appel du « *Comité pour la paix en yougoslavie et, notamment, l'Union des cercles pour une politique ouvrière* » [4] se contentait de slogans hostiles à l'OTAN.

On peut se demander ce qui a poussé l'UCPO, groupe trotskiste, à s'associer à un « Comité pour la paix en Yougoslavie » dont les sympathies apparaissent assez nettement si l'on jette un coup d'œil sur son site internet. En effet, on tombe sur un texte introductif qui assimile ce qui se passe actuellement au Kosove à un « *conflit interne, opposant la fédération yougoslave à des sécessionistes albanais* ». Selon eux, cette guerre est une guerre européenne contre « *la politique de terreur des USA* » dont les « *Yougoslaves sont les héros* » et, écrivent-ils, « *si, nous, Européens capitulons devant l'OTAN, quelle chance restera-t-il aux peuples libres ?* ». On pourrait leur demander quelles chances le régime serbe laisse aux Kosovars ? D'autant plus que leur conclusion est que « *résoudre ce conflit par l'autodétermination est impossible* ». Sur le même site, on retrouve le texte de la pétition *Les Européens veulent la paix !* dont nous avons parlé plus haut. Un des premiers signataires genevois de cette pétition est Pascal Junod, avocat. Est-ce la même personne dont le livre *L'extrême-droite en Suisse* [5] parle comme d'un « [...] *principal protagoniste de la Nouvelle droite* », « *notamment en tant que membre du cercle intellectuel français GRECE, collaborateur de la revue allemande « Elemente » et président de l'Association des Amis de Robert Brasillac* » ?. Association qui « *depuis des décennies [...] réunit des nostalgiques du fascisme* ». Pascal Junod qui était en Suisse romande et particulièrment à Genève « *la force agissante de la Nouvelle droite, tout particulièrement dans le Cercle Thulé (1983) et le Cercle Proudhon (1984)* [...] ».

Tout cela doit donc inciter toutes les personnes de gauche à la plus grande vigilance. Si la lutte pour l'arrêt d'une situation terrible est juste, elle ne peut être celle de personnes qui chercheraient à dédouaner le régime serbe de ses responsabilités en refusant de reconnaître la réalité des souffrances infligés par ce régime au peuple kosovar. Et ceci quelles que soient les responsabilités de l'OTAN.

J. V.

1. Didier Daeninckx, *L'obscène alliance des contraires* in : *Négationnistes : les Chiffonniers de l'histoire*, Syllepse, Paris, 1997.
2. *No Pasaran !*, n° 67, mai 1999.
3. Thierry Maricourt, *Les Nouvelles passerelles de l'extrême-droite*, Syllepse, Paris, 1997, cité par Didier Daeninckx.
4. *Le Courrier*, 10 mai 1999.
5. Urs Altermatt, Hanspeter Kriesi, Editions Universitaires Fribourg Suisse, 1995

Ecologie

Le recyclage: la bonne affaire !

PréoccupéE, à juste titre, par les problèmes écologiques de l'époque, vous triez consciencieusement et régulièrement vos déchets. Mais ce sera bientôt le temps de la récupération « à flux tendu », afin d'adapter ce marché à la demande et ainsi d'assurer les bénéfices des entreprises de recyclage

La société capitaliste de consommation produit en quantité énorme toutes sortes de déchets, qui posent selon leur catégorie des problèmes propres. Il suffit de penser aux résidus de la combustion ou de l'utilisation des carburants et combustibles fossiles ou nucléaires, aux déchets projetés dans les eaux, aux rebuts des industries ou encore à l'impressionnant monceau d'ordures ménagères. Jamais on ne dira assez le lien direct qu'il y a entre le mode de production et de consommation de notre société actuelle et l'abondance des déchets et la pollution qui en résultent. Un bref regard sur d'autres sociétés contemporaines ou antérieures démontrent que ce mode de production, extrêmement coûteux en termes écologique et humain, n'est pas le seul modèle envisageable [1]. Le capitalisme se borne à considérer la production uniquement en terme de production-consommation, et non pas en terme d'utilité et de pertinence, par exemple. Il suffit de considérer la production en quantité astronomique d'objets à usage unique, ou alors de très mauvaise qualité, qui iront combler les décharges ou emplir les fours d'incinération, pour s'en convaincre.

Corollaire de ce système, la production de déchets en devient logiquement un des secteurs. Celui, fructueux et prometteur, de la récupération et du recyclage est un marché certainement très juteux : un site internet allemand [2] recense environ 150 entreprises s'occupant de recyclage, dont... Mercedes Benz, Von Roll et ABB Asea Brown Boveri ! Ironie capitaliste, ces entreprises sont impliquées dans d'autres activités (par exemple, le barrage des Trois-Gorges en Chine pour ABB) écologiquement et humainement catastrophiques. Preuve que ce ne sont certainement pas des préoccupations écologiques qui les pousse vers les activités de recyclage, mais le seul profit. Au passage, ils y gagnent un label écolo très « vendeur » et bon pour l'image auprès des consommateurs [3].

La matière première nécessaire au recyclage, les déchets, ne manquent pas. Seulement, il faut les trier avant de pouvoir les recycler. Permettant d'éviter un sur-coût dommageable pour les entreprises de recyclage [4], le tri des déchets s'effectue, en Suisse en tout cas, pour les déchets ménagers [5], « à la source ».

Ce qui est depuis bien des années devenu une habitude en Suisse (les ménages suisses comptent parmi les plus récupérateurs du monde) a été autrefois présenté « *sous un angle moral* », comme « *un Evangile, avec ses bonnes actions et ses péchés* » [6]. Mais la récupération « *est devenue un produit comme un autre* » et « *ne fait finalement que répondre aux règles économiques de marché* » [7]. Le masque tombe : l'activité, vertueuse et « affective », d'autrefois affirme clairement sa place dans le marché. Il faut donc se résigner, et se préparer, comme le suggère Charles Pralong, dans *Le Courrier* du 21 avril 1999, à trier et récupérer selon la demande.

Cette situation nous autorise à nous poser plusieurs questions. Est-ce que la récupération a effectivement été, dans un passé proche, un secteur économique qui échappait aux lois du marché ? Autrement dit, les entreprises de recyclage auraient-elles accepté, dans le passé, de travailler à perte [8] ? N'avons-nous pas, en fait, toujours trié et récupéré nos déchets pour le plus grand profit de certains ? Poser ces questions, c'est y répondre...

Trier ses déchets, récupérer et recycler ce qui peut l'être est une démarche qui tient théoriquement du bon sens. Mais le recyclage, partie intégrante d'un système de production absurde, n'est certainement pas la panacée que vantent certains, et, de plus, ce n'est pas toujours une solution très efficace. Ainsi, certaines activités de recyclage sont loin d'être non-polluantes, même en comparant le coût écologique du recyclage à celui de l'élimination des déchets. Des produits du recyclage sont plus chers que les produits originaux (le papier, par exemple). De plus, certaines matières ne peuvent que difficilement être recyclées dans des produits ou objets similaires aux originaux.

Le recyclage n'est pas une réponse au problème posé par le mode de production-consommation, présenté en début d'article. Au contraire, il tend « normalement » à trouver sa place dans ce système, et le souci écologique des uns fait la richesse d'autres.

Y. Upstairs

1. Il n'est pas pour autant question de glorifier on en sait quel état naturel idéal, ni de regretter les temps de penurie.
2. http ://www.recyclers-info.com/
3. Sur un sujet proche, voir également *Aujourd'hui* n° 27, *Qu'est-ce qui est vert et qui nous sauvera du capitalisme*?
4. Le coût de la récupération du verre, par exemple, est pris en charge par les communes : « *de 30 à 40 millions de francs par an* » (*Le Courrier*, 21 avril 1999).
5. Certains déchets spéciaux (ordinateurs, électronique) sont triés par des entreprises spécialisées en raison de la spécificité de leurs composants. Par ailleurs, le tri des ordures ménagères dans des usines spécialisées, comme cela se pratique aussi, génère des emplois particulièrement rebutants et mal payés. De quoi relativiser le discours des sirènes qui claironnent que « le recyclage, ça crée de l'emploi ».
6. François Veuthey, du Service valaisan de la protection de l'environnement, propos rapportés par *Le Courrier* du 21 avril 1999.
7. *Le Courrier*, 21 avril 1999.
8. Les pouvoirs publics participent pour beaucoup aux frais du recyclage : ramassage, frais d'infrastructure (bennes, etc.)